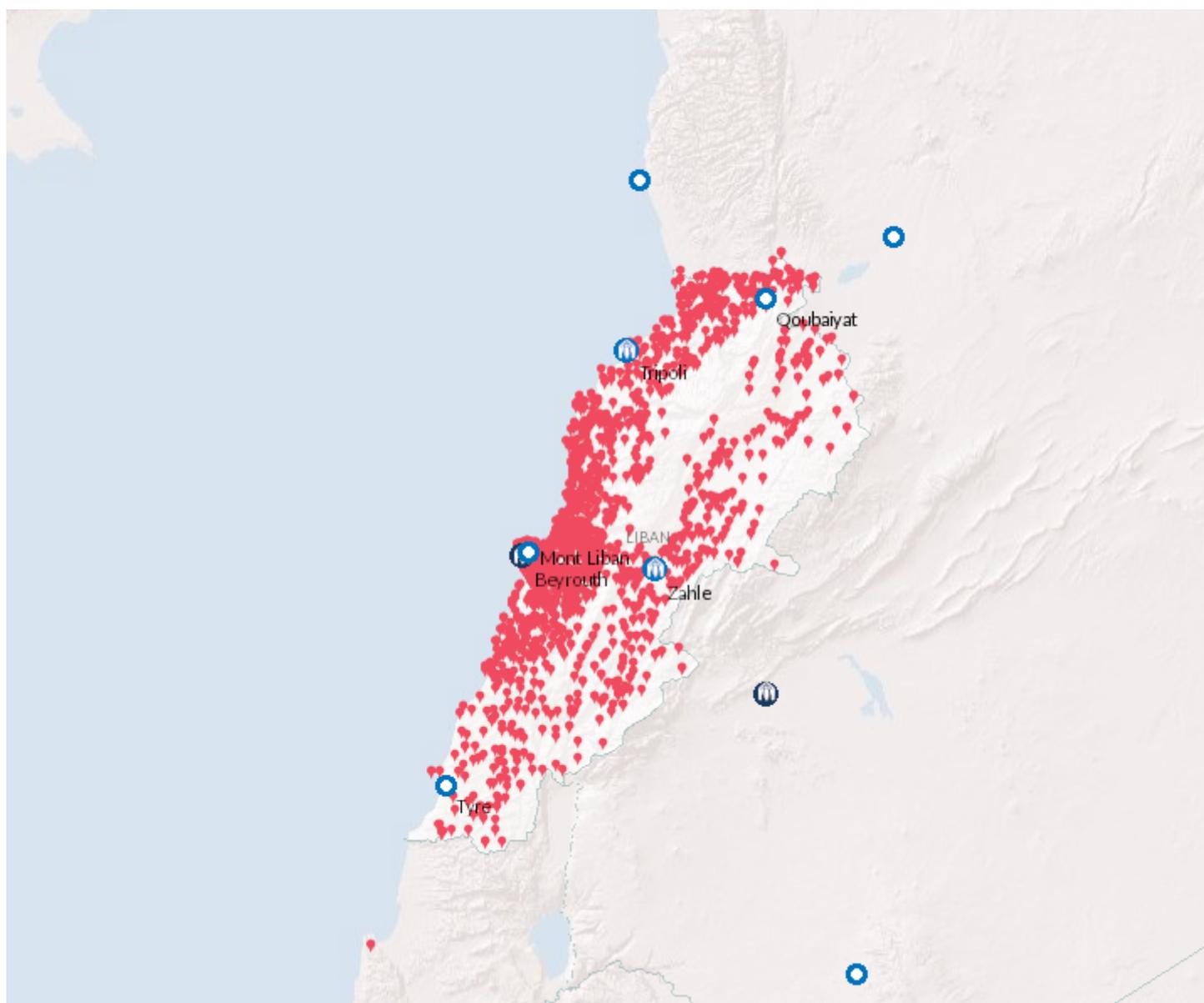


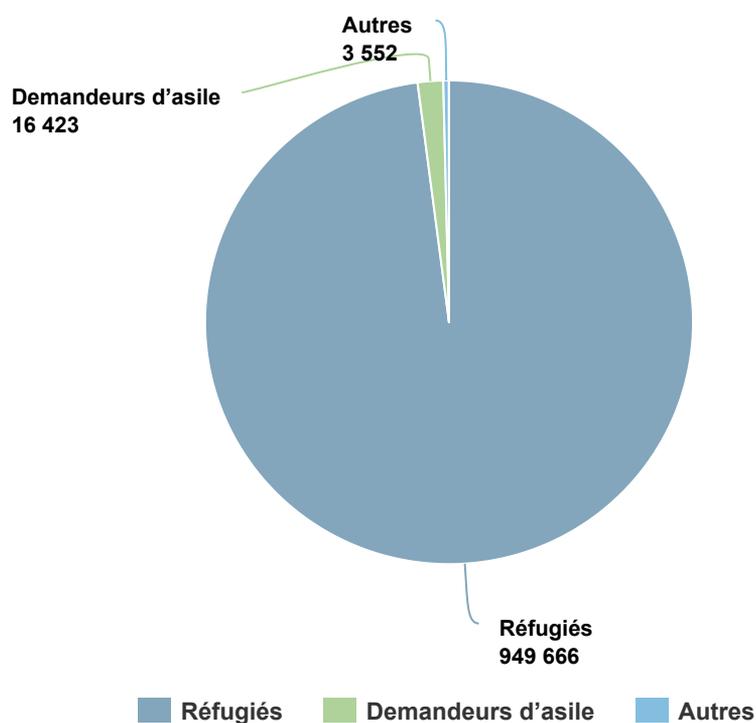
Opération: Liban



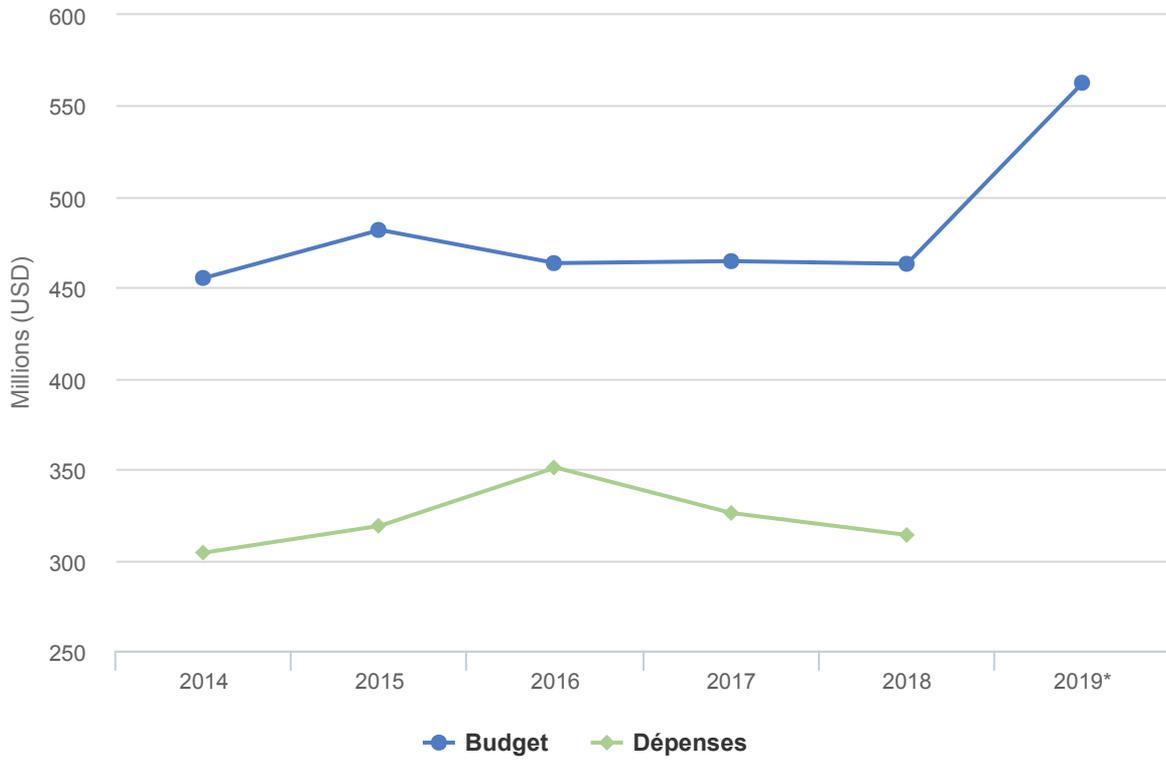
Personnes relevant de la compétence du HCR

- 5% EN 2018

2018	969,641
2017	1,018,416
2016	1,031,303



Budgets et Dépenses - Liban



Contexte opérationnel

Les élections qui se sont tenues en mai et la formation du gouvernement qui a duré jusqu'en janvier 2019 ont mis en évidence les nombreux défis auxquels le Liban est confronté. Si la présence prolongée d'environ 1,5 million de réfugiés syriens a été largement absente des débats pendant la campagne, elle a refait surface après la Conférence de Bruxelles II. Le HCR a réaffirmé son respect pour la politique de non-intégration du Liban et donné plus de visibilité aux travaux qu'il mène depuis 2017 afin d'identifier les facteurs qui redonneront confiance aux réfugiés pour rentrer dans leur pays et contribuer à la suppression des principaux obstacles à des retours volontaires, sûrs, dignes et durables à grande échelle.

Au cours de l'année 2018, près de 5 600 réfugiés sont rentrés en République arabe syrienne (Syrie) par leurs propres moyens depuis le Liban. Dans le même temps, la Sécurité générale a commencé à faciliter les retours collectifs qui ont concerné environ 11 100 Syriens pendant l'année. En parallèle, plusieurs acteurs politiques ont lancé des initiatives visant à encourager les retours de Syriens vers la Syrie. Dans ce contexte, le HCR a défendu le respect des normes internationales et conseillé les parties prenantes sur les diverses considérations opérationnelles nécessaires pour garantir que les retours soient sûrs, dignes et fondés sur des décisions prises librement et en toute connaissance de cause.

En 2018, l'environnement de protection a été marqué par des frustrations croissantes et une baisse des interactions entre communautés, sur fond de discours anti-réfugiés de plus en plus répandu. Les autorités locales ont imposé des mesures comme des couvre-feux, des raids et des expulsions en réaction à des incidents impliquant des Syriens. Dans un tel contexte, il a été particulièrement difficile de plaider pour le séjour temporaire sûr et digne des réfugiés, qui constitue néanmoins une priorité opérationnelle.

Les réfugiés d'autres nationalités ont fait face à une insécurité alimentaire et à des difficultés croissantes pour obtenir un droit de séjour, ce qui les a exposés à un risque de refoulement en cas d'arrestation. Compte tenu des perspectives limitées de réinstallation, le HCR est intervenu à plusieurs occasions pour prévenir des expulsions.

Malgré ce contexte difficile, les dirigeants politiques ont réaffirmé leur engagement envers les normes internationales, en particulier le non-refoulement. Il est essentiel que les partenaires internationaux apportent un soutien substantiel à la réponse en faveur des réfugiés et investissent dans les infrastructures et la création d'emplois afin de préserver la capacité des communautés locales de continuer d'accueillir les réfugiés jusqu'à ce qu'un plus grand nombre d'entre eux se sentent capables de rentrer chez eux dans la sécurité et la dignité. Il est également indispensable que les pays tiers augmentent leurs capacités de réinstallation et d'autres voies d'admission.

Tendances démographiques

Fin 2018, quelque 948 800 Syriens étaient enregistrés auprès du HCR, soit une diminution de 48 700 personnes depuis fin 2017. Selon les estimations du gouvernement, le Liban accueille actuellement 1,5 million de réfugiés syriens. Le HCR a poursuivi son plaidoyer auprès du gouvernement concernant l'importance de reprendre l'enregistrement des ressortissants syriens, suspendu en mai 2015.

À la fin 2018, plus de 18 200 réfugiés et demandeurs d'asile originaires de pays autres que la Syrie étaient enregistrés auprès du HCR. Les Iraquiens représentaient plus des trois quarts de ce total, suivis par les Soudanais (10,5%) et les Éthiopiens (3,6%).

Chiffres clés :

- 840 000 personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu des aides en espèces à usages multiples, notamment une aide saisonnière pour l'hiver, soit une valeur en transfert direct d'espèces de plus de 141 millions de dollars
- 105 400 réfugiés et ressortissants libanais ont bénéficié de services dans 23 centres de développement communautaire
- 86 000 réfugiés et 75 000 ressortissants libanais ont bénéficié de 17 projets visant à développer l'accès à un meilleur approvisionnement en eau, à assurer un traitement sûr des déchets solides et à limiter les risques d'inondation
- 78 700 transferts médicaux vers l'hôpital pour des motifs vitaux et obstétricaux ont été effectués, dont 60% pour des accouchements
- 9 810 réfugiés ont été réinstallés et 8 390 dossiers de réinstallation ont été soumis
- 3 800 réfugiés par heure ont bénéficié de conseils et d'informations en matière d'aide humanitaire, de services et d'informations en matière de protection de la part du HCR par divers moyens de communication

Principales réalisations :

- Les capacités de 14 bureaux de la Sécurité générale pour recevoir et traiter les demandes d'obtention d'un permis de séjour de façon plus rapide et plus sécurisée ont considérablement augmenté grâce au soutien apporté par le HCR.
- Des changements de politique ont été adoptés pour faciliter l'enregistrement tardif des naissances des enfants nés au Liban de parents syriens et ayant atteint l'âge d'un an. Le niveau d'enregistrement complet des naissances est passé de 17% à 21%.
- Les dossiers de près de 542 500 personnes ont été mis à jour en 2018, ce qui a permis une meilleure protection juridique des réfugiés et amélioré leur accès à l'assistance et aux services de base.
- Le HCR a continué de couvrir les besoins de base des réfugiés les plus vulnérables grâce à des aides en espèces. Le programme d'aides en espèces à usages multiples a ciblé 34 500 familles et l'aide pour l'hiver a bénéficié à près de 170 000 familles. L'analyse des résultats de ces programmes montre que toutes les familles aidées dans ce cadre ont moins recours à des stratégies négatives de survie et à des emprunts pour payer leur loyer, leurs frais médicaux et d'autres besoins quotidiens et jouissent d'un meilleur régime alimentaire.

Besoins non satisfaits

Pour diverses raisons tenant notamment à des difficultés opérationnelles ainsi qu'à un manque de ressources, certains programmes/activités n'ont pas été mis en œuvre ou seulement en partie.

- Bien que les interventions en matière de protection aient ciblé les personnes relevant de la compétence du HCR les plus vulnérables, l'accès des personnes ayant des besoins spécifiques, dont les victimes de violences sexuelles et de genre, à des abris sûrs et à des services mobiles a connu d'importantes lacunes. De même, plus de 700 réfugiés considérés comme nécessitant des aides en espèces pour pouvoir faire face à un incident grave de protection et s'en sortir n'ont pas pu en bénéficier faute de financement.
- Seuls 19% de toutes les familles de réfugiés syriens, ou 40% des familles syriennes extrêmement vulnérables, ont bénéficié d'aides en espèces à usages multiples de la part du HCR ou d'une organisation partenaire pour les aider à couvrir leurs besoins de survie de base. Cela a laissé la majorité des familles gravement vulnérables dans une situation socio-économique précaire et les a exposées à un risque accru d'exploitation. Beaucoup ont eu recours à des stratégies de survie, comme déménager d'un logement privé vers une installation informelle et/ou emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture, régler les frais médicaux et payer leur loyer. La pauvreté et les difficultés pour couvrir les dépenses courantes constituent également la raison la plus couramment citée pour rentrer en Syrie. Parmi les réfugiés d'autres nationalités, 50% se trouvent

en-dessous du seuil de pauvreté et ont un accès limité aux soins de santé et à l'éducation, tandis que les réfugiés vulnérables n'avaient pas accès à l'aide alimentaire.

Dépenses 2018 - Liban | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Budget final	462,444,318	590,906	463,035,224
	34,023,326	486,822	34,510,148
Total des fonds disponibles	34,023,326	486,822	34,510,148

Dépenses par objectif			
Environnement de protection favorable			
Cadre juridique et politique	1,375,180	100,428	1,475,608
Institutions et pratiques administratives	7,336,298	0	7,336,298
Aide juridique et recours judiciaires	2,140,357	193,887	2,334,243
Accès au territoire	891,766	0	891,766
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	2,896,733	0	2,896,733
Sous-total	14,640,334	294,315	14,934,648
Processus de protection et documents adéquats			
Enregistrement et établissements des profils	7,359,417	0	7,359,417
Procédures de détermination du statut de réfugié	1,114,212	0	1,114,212
Documents d'état civil	1,428,176	0	1,428,176
Sous-total	9,901,805	0	9,901,805
Sécurité face à la violence et à l'exploitation			
Prévention et interventions liées aux VSS	3,907,731	0	3,907,731
Risques de détention arbitraires	4,424,325	0	4,424,325
Protection des enfants	3,822,286	0	3,822,286
Sous-total	12,154,342	0	12,154,342
Besoins de base et services essentiels			
Santé	55,751,716	0	55,751,716
Eau	4,922,007	0	4,922,007
Hygiène et assainissement	5,687,970	0	5,687,970
Abris et infrastructures	8,151,445	0	8,151,445
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	142,111,153	0	142,111,153
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	10,082,795	0	10,082,795
Éducation	13,977,004	0	13,977,004

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Sous-total	240,684,088	0	240,684,088
Autonomisation et autogestion communautaires			
Mobilisation communautaire	9,841,996	0	9,841,996
Coexistence avec les communautés locales	1,237,370	0	1,237,370
Autosuffisance et moyens d'existence	1,301,913	0	1,301,913
Sous-total	12,381,279	0	12,381,279
Solutions durables			
Réinstallation	4,963,174	0	4,963,174
Sous-total	4,963,174	0	4,963,174
Direction, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	2,914,995	0	2,914,995
Relations avec les donateurs	1,570,303	0	1,570,303
Sous-total	4,485,298	0	4,485,298
Appui à la logistique et aux opérations			
Approvisionnement et logistique	1,837,977	0	1,837,977
Gestion des opérations, coordination et appui	12,192,915	178,966	12,371,881
Sous-total	14,030,892	178,966	14,209,858
Dépenses totales en 2018	313,241,213	473,281	313,714,493